

ACTION URGENTE

UN MILITANT TATAR INCULPÉ D'« INCITATION À LA HAINE »

Un militant tatar des droits humains a été arrêté dans la république du Tatarstan (Fédération de Russie), et inculpé d' « incitation à la haine » pour avoir critiqué la politique du gouvernement russe à l'égard de l'Ukraine sur le réseau social VKontakte. Il est actuellement détenu à Kazan, dans l'attente de son procès.

Rafis Kachapov est le directeur de l'ONG « Centre public tatar » de Naberejnie Tchelni, en république du Tatarstan. Il a été arrêté à son domicile par dix hommes armés et en civil, le 28 décembre 2014 à 6 heures du matin. Il a été conduit à Kazan, la capitale du Tatarstan, et écroué au centre de détention provisoire (SIZO) n°1. Dans une notification en date du 28 décembre envoyée à son domicile après son placement en détention, le Comité d'enquête de la république du Tatarstan indiquait qu'une information judiciaire avait été ouverte contre lui la veille pour « incitation à la haine ou à l'hostilité et mépris de la dignité humaine ».

Dans une décision prise le 30 décembre et communiquée à l'avocat de Rafis Kachapov, le Comité d'enquête précisait que les charges retenues contre ce dernier concernaient quatre commentaires mis en ligne sur sa page personnelle de VKontakte (un réseau social russe). Dans ces commentaires, Rafis Kachapov critiquait vigoureusement la politique du président Vladimir Poutine et du gouvernement russe à l'égard de l'Ukraine et dénonçait les persécutions dont étaient victimes les Tatars de Crimée dans la péninsule occupée. Le Comité d'enquête expliquait avoir procédé à une analyse de texte méticuleuse et être arrivé à la conclusion que ces commentaires constituaient « un discours typique d'hostilité, tenu dans l'intention d'inciter à la haine entre groupes ». Le Comité d'enquête a insisté pour que Rafis Kachapov soit placé en détention provisoire car, disait-il, celui-ci n'ayant pas de sources de revenus stables, il risquait, s'il était laissé en liberté, de s'engager de nouveau dans des « activités criminelles ». Ce placement en détention a été confirmé par un magistrat le 29 décembre.

Le 19 janvier, Rafis Kachapov a entamé une grève de la faim, pour protester contre son arrestation et les poursuites illégales dont il faisait l'objet. Un membre de la Commission publique de surveillance locale, qui lui a rendu visite au centre de détention, a expliqué à Amnesty International que Rafis Kachapov souffrait d'un problème de santé avant son arrestation et s'était plaint des pressions exercées sur lui par un certain nombre de responsables de l'application des lois.

Vous êtes invités à écrire immédiatement aux autorités, en russe, en anglais ou dans votre propre langue, pour leur demander :

- de libérer immédiatement et sans condition Rafis Kachapov, en soulignant que celui-ci est détenu uniquement pour avoir exercé de manière pacifique son droit à la liberté d'expression ;
- de veiller, en attendant qu'il soit libéré, à ce qu'il ait accès sans délai à des soins médicaux appropriés, conformément aux règles internationales relatives au traitement des prisonniers ;
- de respecter le droit à la liberté d'expression de tous et de toutes au sein de la Fédération de Russie.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 4 MARS 2015 :

Chef de la Direction des enquêtes de la République du Tatarstan

Pavel Nikolaev
Ulitsa Bolshaya Krasnaya, 39
Kazan 420015
Republic of Tatarstan
Fédération de Russie
Fax : +7 499 265 9077
Courriel : orgotdel_16@mail.ru
Formule d'appel : Dear Head of the Investigation Directorate

Président du Comité d'enquête de la Russie

Aleksandr Bastrykin
Tekhnicheskii Pereulok, d.2
Moscow 105005
Fédération de Russie
Fax : +7 499 265 9077
Formule d'appel : Dear Chairman

Copies à :

Kazan, pre-trial detention facility No.1
Fax : +7 843 231 7326

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Russie dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN MILITANT TATAR INCULPÉ D'« INCITATION À LA HAINE »

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les commentaires critiques mis en ligne sur un réseau social par Rafis Kachapov relèvent du droit à la liberté d'expression et ne constituent pas un appel à la haine aux termes du droit international relatif aux droits humains, et notamment du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel la Russie est partie. Par ailleurs, en admettant que ses déclarations puissent être considérées comme diffamatoires, la diffamation ne constitue pas en soi une infraction pénale.

Amnesty International a connaissance, preuves à l'appui, de plusieurs cas récents de militants russes harcelés par les autorités, arrêtés et, pour plusieurs d'entre eux, poursuivis en justice pour avoir exprimé leur solidarité avec l'Ukraine et leur opposition à l'annexion de la Crimée (voir, par exemple, l'AU 254/14 www.amnesty.org/fr/library/info/EUR46/049/2014/fr, l'AU 64/14 www.amnesty.org/fr/library/info/EUR46/022/2014/fr et le rapport intitulé *Fédération de Russie. Un droit, pas un crime. Les violations du droit à la liberté de réunion en Russie*, www.amnesty.org/fr/library/info/EUR46/028/2014/fr).

L'occupation de la Crimée par la Russie s'est produite au lendemain de la chute du président ukrainien Viktor Ianoukovitch, intervenue après plusieurs mois de manifestations à Kiev. En Crimée, des bâtiments appartenant aux autorités locales ont été interdits d'accès dans la nuit du 26 au 27 février par des paramilitaires armés se présentant comme des « forces d'autodéfense ». Avec le concours de membres des forces régulières russes, ils ont bloqué les installations militaires ukrainiennes de toute la péninsule. Le Parlement de Crimée a élu un nouvel exécutif en présence d'hommes en armes. Un « référendum » sur le statut de la Crimée a été organisé le 16 mars. Les personnes qui y ont participé se sont prononcées à une écrasante majorité pour le rattachement à la Russie. Les opposants ont cependant boycotté la consultation. Le 18 mars, les autorités de fait en place en Crimée ont signé à Moscou un « traité » consacrant l'annexion de la péninsule par la Russie.

Depuis cette date, les lois restrictives de la Russie sont appliquées dans la péninsule, pour réprimer le droit à la liberté de réunion, d'association et d'expression. Les habitants de la Crimée ont tous été déclarés citoyens russes. Ceux qui souhaitaient conserver la nationalité ukrainienne devaient en aviser les autorités.

Les Tatars de Crimée font partie de la population autochtone de la péninsule. Ils ont tous été déportés en 1944 dans des régions reculées de l'Union soviétique. Les Tatars de Crimée n'ont été autorisés à rentrer chez eux qu'à partir de la fin des années 1980. Depuis l'occupation russe, de nombreux membres de la communauté tatar de Crimée se sont retrouvés en butte aux persécutions des autorités de fait, qui ont notamment limité de manière arbitraire leur droit de circuler librement, ainsi que leur droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association, parce qu'ils osaient exprimer publiquement des opinions favorables à l'Ukraine. Deux des leaders les plus en vue de la communauté des Tatars de Crimée, Moustafa Djemiliev, défenseur des droits humains de longue date, et le militant Refat Tchoubarov, ont été contraints à l'exil et interdits de séjour en Crimée par les autorités locales de fait. En Crimée même, de nombreux Tatars sont victimes de violences aux mains des groupes paramilitaires « d'autodéfense ». Aucune de ces violences n'a fait l'objet d'une véritable enquête, pas même certains cas attestés de disparition forcée. Ainsi, Rechat Ametov a été emmené le 3 mars par trois membres des forces « d'autodéfense », après avoir manifesté seul devant le bâtiment du Conseil des ministres de la péninsule, à Simferopol, la capitale de la région. Son corps a été retrouvé presque deux semaines plus tard. Il portait des marques de torture. Une information a été ouverte, mais aucun progrès dans l'enquête n'a été signalé. (Voir *Ukraine: Harassment and violence against Crimean Tatars by state and non-state actors*, www.amnesty.org/en/library/info/EUR50/023/2014/en).

Nom : Rafis Kachapov
Homme

AU : 12/15 EUR 46/001/2015 Publiée le : 21 janvier 2015